

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 28 avril 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - DDCSPP
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant l'augmentation
de la consommation d'eau de forage**

**Société PARMENTINE (N° ICPE 4115)
sur le territoire de la commune de Voves**

1. Situation administrative de l'établissement

La société BEAUCE POMMES DE TERRE a bénéficié :

- d'un récépissé de déclaration du 24 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une installation de lavage de pommes de terre pour une puissance de 190 kW (rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées) et pour ses installations de réfrigération (rubrique 2920 de la nomenclature des installations classées)
- d'un récépissé de déclaration en date du 21 août 1998 relatif à son dépôt de gaz de pétrole liquéfiés (rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées).

Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 1999 qui autorise les installations suivantes :

- entrepôts couverts ($V = 58\,800\text{ m}^3$) ;
- dépôt de bois ($V = 26\,150\text{ m}^3$) ;
- installations de réfrigération ou compression ($P = 1\,220\text{ kW}$) ;
- 1 poste de remplissage de gaz inflammable liquéfié ;
- activité de nettoyage ($P = 180\text{ kW}$).

La société BEAUCE POMMES DE TERRE a changé de dénomination sociale au profit de PARMENTINE PRODUCTION SAS le 21 décembre 2000.

PARMENTINE PRODUCTION SAS bénéficie actuellement d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006 l'autorisant en régularisation à exploiter un stockage de pommes de terre en entrepôts couverts ($V = 171\,000\text{ m}^3$), un stockage de bois et de cartons ($V = 78\,100\text{ m}^3$), des installations de réfrigération et de compression ($P = 2\,428\text{ kW}$) et des installations de nettoyage ($P = 270\text{ kW}$) sur son site de Voves complété par arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2014 relatif à la reconstruction avec extension du bâtiment de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre.

2. Nature de la demande

Après l'incendie de son unité de tri, lavage et conditionnement de pommes de terre en mai 2013, l'exploitant a fait parvenir à M. le Préfet d'Eure-et-Loir le 17 octobre 2013 un dossier de porter à connaissance (version octobre 2013) :

- relatif à la reconstruction avec extension de l'unité de tri, lavage et conditionnement de pommes de terre (bâtiment B),
- demandant une augmentation de sa consommation annuelle d'eau de forage, pour son établissement implanté 16 rue Pasteur sur la commune de Voves.

L'exploitant sollicite une augmentation du volume maximal prélevé dans la nappe de Beauce fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006 à $6\,720\text{ m}^3$ jusqu'à atteindre $14\,000\text{ m}^3$ car il estime que le volume maximal prélevable dans la nappe phréatique fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation est trop faible pour permettre le fonctionnement de l'unité de lavage à l'année. Le débit de pompage serait inchangé. Il indique que, compte tenu des niveaux de production actuels, des dépassements sont constants en 2011, 2012 et 2013 ce qui est confirmé par l'application GEREP.

Le dossier a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2014 relatif à la reconstruction du bâtiment sinistré mais n'a pas statué sur la demande d'augmentation de la consommation annuelle d'eau de forage et a demandé à l'exploitant par courrier du 15 novembre 2013 de mettre à jour la notice d'incidence de 1997 conformément à l'article R. 214-32 du Code de l'environnement afin qu'elle soit établie pour le prélèvement annuel de $14\,000\text{ m}^3$ demandé.

La société PARMENTINE PRODUCTIONS.A.S a fourni cette notice d'incidence par courrier du 28 mars 2014 pour le forage concerné. Elle porte sur un volume de pompage annuel de $14\,000\text{ m}^3$. La précédente étude date de 1997 et a été réalisée pour un débit d'exploitation de $20\text{ m}^3/\text{h}$, une moyenne journalière de $7\text{ m}^3/\text{h}$ et un volume de prélèvement de $12\,000\text{ m}^3/\text{an}$.

3. Instruction de la demande

3.1. Référentiel réglementaire

Le site étant soumis à autorisation, la modification demandée par la société PARMENTINE est à apprécier selon l'article R.512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

3.2. Analyse des éléments apportés par le demandeur

L'arrêté préfectoral du 01 août 2006 indique que le forage a été construit en 1997 et précise ses caractéristiques. Il indique notamment que le débit maximal est de 20 m³/h et le débit moyen sur 24 h de 7 m³/h. Il fixe la consommation maximale annuelle à 6 720 m³ à la demande de l'exploitant alors que l'étude d'incidence annexée au dossier fait état d'une consommation annuelle de 12 000 m³.

Le forage, selon la note d'incidence du 26 février 2014 réalisée par la société TELOSIA, est soumis à déclaration selon la rubrique 1.3.1.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

La lithologie des terrains traversés est le suivant :

De-à	Lithologie
0-1 m	Terre végétale
1-4 m	Argiles à silex
4-56 m	Craie à silex

Les caractéristiques de l'ouvrage n'ont pas été modifiées :

De-à	Caractéristiques
0-27.5 m	Tubes pleins PVC – 178/198
27.5-56 m	Crépines PVC
25.5-56 m	Massif de calage 1.5/2.5 mm
25-25.5 m	Bouchon de sobranite
0-25	Cimentation

La notice identifie 12 points d'eau dans un rayon de 1 000 m autour du forage. Deux sont exploités pour l'irrigation, deux sont des forages industriels et les autres ouvrages ne sont plus exploités.

Les zones naturelles à proximité sont la zone NATURA 2000 « vallée du Loir et affluents aux environs de Chateaudun » à 7 km du forage et la zone NATURA 2000 « Beauce et vallée de la Conie » à 2.5 km du forage.

Les cours d'eaux sont la Conie à 10 km au Sud-Est du site et le fossé de Bertheaux à 7.4 km du site.

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable n'est identifié à moins de 2.5 km du site.

Le volume prélevé représente 0.64 % des prélèvements dans la nappe sur le bassin hydrogéologique du forage et représente 0.2 % des précipitations efficaces sur le bassin du Loir secteur craie. Le rabattement théorique ne dépasse pas 5 cm au delà de 500 m autour du forage.

Le forage n'a donc pas d'impact sur les zones naturelles les plus proches, sur les captages d'eaux potables et points d'eau proches, sur les cours d'eaux.

Le projet est compatible avec le SDAGE et le SAGE Nappe de Beauce dans la mesure où :

- l'exploitant met en place un dispositif de recyclage de 85 % de ces eaux de lavage de pommes de terre ;
- que l'incidence sur les forages environnants est négligeable ;
- que l'incidence sur la nappe est très faible ;
- qu'il n'y a pas d'incidence sur les cours d'eaux ;
- qu'une cimentation est réalisée sur 25 m de hauteur isolant l'ouvrage par rapport aux calcaires de Beauce ;
- une tête de puits a été réalisée de manière à éviter toute infiltration d'eau superficielle dans l'ouvrage.

La commission locale de l'eau du SAGE NAPPE DE BEAUCE a été consulté par courrier du 04/07/2014 et du 20/03/2015 et a émis un avis favorable reçu le 21 avril 2015.

4. Conclusion et proposition

Compte-tenu de l'absence d'enjeux, la modification envisagée n'est pas substantielle. Il est proposé d'acter la modification demandée par un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires modifiant la quantité maximale d'eau consommée pris après avis du CoDERST en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.